



COMMUNIQUÉ CONFEDERAL

DATÉ DU LUNDI 11 MARS 2013

RIGUEUR: ÉCHEC ET MAP

Vers la suppression de 80 sous-préfectures !!!!

Les lettres de cadrage du Premier ministre aux ministères poursuivent la rigueur imposée par la loi de finances 2013 et vont encore plus loin que le programme pluriannuel (2013-2015). Les 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires pour 2014 s'ajoutent aux 4,5 milliards d'euros de dotations aux collectivités territoriales supprimées d'ici à 2015.

Ces lettres interviennent après 6 ans de Révision générale des politiques publiques (RGPP), rebaptisée Modernisation de l'action publique (MAP) en 2012, ayant déjà entraîné des fermetures de services dans les hôpitaux (12%), de maternités (6%), de commissariats (12%), de gendarmeries (21%), de tribunaux (39%), de bureaux de poste (40%), de classes, d'écoles, de bases militaires, etc.

Pourtant, cette rigueur renforcée et les «ambitieuses réformes structurelles» arrêtées vont notamment conduire à supprimer 30% des sous-préfectures et les Directions départementales interministérielles, le gouvernement mettant en œuvre deux missions spécifiques pour traduire cette désertification territoriale définitive de l'Etat.

Cette **saignée** de l'intervention publique a conduit à la destruction de 400.000 emplois publics dans les trois versants de la Fonction Publique depuis 2007. L'arrêt de la commande publique aura un impact dévastateur sur l'activité et sur l'emploi privé, notamment en zones rurales. En restant enfermé dans cette «dictature de la dette», le gouvernement ne semble donc tirer aucune leçon de la crise et persiste dans des analyses qui l'ont engendrée.

La seule réponse crédible à la question des finances publiques est d'arrêter de véritables pistes redistributives selon une réforme fiscale d'ampleur remettant l'impôt sur le revenu au cœur du dispositif, en supprimant les niches fiscales anti-sociales et négatives pour l'emploi et en s'intéressant aux besoins publics et aux recettes fiscales nécessaires pour y répondre.

Force Ouvrière réaffirme que les services publics doivent, plus que jamais, être renforcés pour combattre la pauvreté et les inégalités grandissantes et répondre aux besoins sociaux. Ils sont, à travers l'action publique et les investissements qu'ils permettent, source de croissance, au même titre que l'augmentation des salaires pour relancer la consommation.

Mettre la République en tête des priorités impose de sortir de l'austérité.